
**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE**

ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux membres de la Société de Développement Économique de la Colombie Britannique

Rapport sur les états financiers**Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Société de Développement Économique de la Colombie Britannique (la "Société"), qui comprennent le bilan au 31 mars 2021, les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2021, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers* du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des annexes A à H, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport des auditeurs sur ces états financiers. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à déterminer s'il existe une cohérence significative entre celle-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement composés une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenues de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Tel qu'exigé par la Loi des Organismes de la Colombie Britannique, nous déclarons qu'à notre avis, les normes comptables pour la préparation et la présentation de ces états financiers ont été appliquées en suivant les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de façon constante avec celles de l'exercice précédent.

Can't Show ME Sig.tif

A handwritten signature in black ink that reads 'Manning Elliott LLP'.

Comptables Professionnels Agréés
Vancouver, Colombie Britannique
5 juin 2021

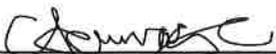
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
BILAN
AU 31 MARS 2021

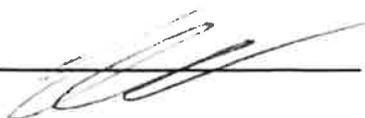
Page 5

	2021	2020
ACTIF		
À COURT TERME		
Encaisse	\$ 126,393	\$ 160,252
Dépôt à terme	150,000	50,000
Débiteurs	97,758	50,492
Frais payés d'avance	<u>2,414</u>	<u>2,667</u>
	376,565	263,411
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 3)	<u>13,454</u>	<u>10,939</u>
	<u>\$ 390,019</u>	<u>\$ 274,350</u>
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus	\$ 35,563	\$ 27,515
Sommes à remettre à l'État	24,795	22,999
Revenus reportés (Note 5)	<u>32,083</u>	<u>45,417</u>
	92,441	95,931
APPORTS AFFECTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 6)	<u>111</u>	<u>159</u>
	<u>92,552</u>	<u>96,090</u>
ACTIFS NETS		
INVESTIS EN IMMOBILISATIONS NON AFFECTÉS	13,343	10,780
	<u>284,124</u>	<u>167,480</u>
	<u>297,467</u>	<u>178,260</u>
	<u>\$ 390,019</u>	<u>\$ 274,350</u>

ENGAGEMENT CONTRACTUEL (Note 7)

Approuvé par les Administrateurs

 Administrateur

 Administrateur

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021

Page 6

			2021	2020
	Investis en immobilisations corporelles	Non Affectés	Total	Total
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	\$ 10,780	\$ 167,480	\$ 178,260	\$ 144,085
Excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice	-	119,207	119,207	34,175
Investissement en immobilisations corporelles	8,125	(8,125)	-	-
Amortissement net des immobilisations corporelles	(5,610)	5,610	-	-
Amortissement des apports affectés aux immobilisations corporelles	<u>48</u>	<u>(48)</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>\$ 13,343</u>	<u>\$ 284,124</u>	<u>\$ 297,467</u>	<u>\$ 178,260</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ÉTAT DES RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021

Page 7

	2021	2020
REVENUS		
Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien \$	676,926	\$ 628,074
Emploi et développement social Canada	569,443	559,026
Immigration, réfugiés et citoyenneté Canada	230,372	112,338
Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien via le Conseil économique et coopératif de la Saskatchewan	135,500	-
Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)	112,125	22,870
Collège Educacentre	26,494	2,188
Programme des affaires francophones de la Colombie-Britannique	14,355	66,450
Activités et divers	13,765	43,276
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec (SAIC)	6,400	28,950
Cotisations	152	228
Amortissement des apports affectés afférents aux immobilisations corporelles (Note 6)	48	69
Conseil scolaire francophone de Colombie Britannique	-	112,500
Ressources humaines et développement des compétences Canada - Objectif carrière	-	27,286
Ministère du Patrimoine Canadien	-	20,000
	<u>1,785,580</u>	<u>1,623,255</u>
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux (Note 8)	1,005,976	930,628
Honoraires	452,932	359,864
Publicité, promotion et marketing	57,626	58,554
Loyer	49,184	48,216
Téléphone et internet	31,978	21,093
Frais de bureau et divers	29,761	55,957
Déplacements et rencontres	12,954	93,481
Entretien et réparation	7,522	9,228
Publications et impression	7,317	740
Amortissement	5,610	4,494
Assurance	3,656	3,777
Frais bancaires	1,543	1,196
Assemblée générale annuelle	314	1,852
	<u>1,666,373</u>	<u>1,589,080</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	<u>\$ 119,207</u>	<u>\$ 34,175</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021

Page 8

	2021	2020
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Entrées de fonds provenant:		
d'Emploi et développement social Canada	\$ 584,026	\$ 559,026
du Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien	574,583	628,074
d' Immigration, réfugiés et citoyenneté Canada	259,144	80,527
d'activités et divers	164,869	45,533
du Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien via le Conseil économique et coopératif de la Saskatchewan	150,000	-
du Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)	99,337	8,030
du Collège Educacentre	16,801	1,412
du programme des affaires francophone de la Colombie-Britannique	12,675	15,000
du secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec (SAIC)	9,900	4,270
de cotisations	152	228
du Conseil scolaire francophone de Colombie Britannique	-	128,000
des Ressources humaines et Développement des compétences Canada - Objectif carrière	-	27,787
du Ministère du Patrimoine Canadien	-	20,000
Sorties de fonds:		
Salaires et avantages sociaux	(1,004,180)	(932,188)
Fournitures et services	(643,041)	(686,577)
	74,266	(100,878)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Produit provenant du rachat du dépôt à terme	-	50,000
Achat d'un dépôt à terme	(100,000)	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(8,125)	-
	(108,125)	50,000
CHANGEMENT NETTE DE LA TRÉSORERIE	(33,859)	(50,878)
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	160,252	211,130
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>\$ 126,393</u>	<u>\$ 160,252</u>

OBJECTIF DE L'ORGANISME

La Société de Développement Economique de Colombie Britannique (la "Société") est un organisme sans but lucratif constituée en vertu de la loi sur les sociétés de la Colombie-Britannique. La Société est un organisme à but non-lucratif sous la loi sur l'impôt sur le revenu (Canada) et est exemptée d'impôts. La Société a pour mandat de promouvoir et de favoriser le développement économique de la communauté francophone de la Colombie Britannique.

En mars 2020, une pandémie de santé mondiale a été déclarée en raison du virus COVID-19, qui a eu un impact significatif sur les organismes grâce aux restrictions mises en place par les gouvernements fédéral et provincial concernant les voyages, les opérations et les ordonnances d'isolement / quarantaine. À l'heure actuelle, l'ampleur de l'impact que la pandémie de santé COVID-19 pourrait avoir sur la Société est inconnue car cela dépendra de développements futurs qui sont très incertains et qui ne peuvent être prédits avec confiance. Ces incertitudes découlent de l'incapacité de prédire la propagation géographique ultime de la maladie et la durée de l'épidémie, y compris la durée des restrictions de voyage, des fermetures ou interruptions d'organismes et des mesures de quarantaine / d'isolement qui sont actuellement ou pourraient être mises en place par le gouvernement et d'autres régulateurs pour lutter contre le virus. La Société a reçu la subvention salariale temporaire de 10% pour les employeurs du Gouvernement du Canada pour l'exercice terminé le 31 mars 2021. La Société n'a pas subi d'incidence négative sur ses opérations pour l'exercice terminé le 31 mars 2021, mais la direction continue de surveiller la situation.

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Ces états financiers ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif d'après la Partie III du Manuel de CPA Canada – Comptabilité. Les états financiers préparés conformément aux normes canadiennes pour les organismes sans but lucratif sont aussi conformes aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Selon l'opinion de la direction, ces états financiers ont été préparés à l'intérieur des limites raisonnables de matérialité suivant les conventions comptables notées ci-dessous:

a) Trésorerie

La trésorerie est composé de l'encaisse.

b) Instruments financiers

i) Quantificateur

Les instruments financiers de la Société se composent de l'encaisse, du dépôt à terme, de débiteurs et de créditeurs. La Société évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à leur juste valeur. La Société évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

ii) Perte de valeur

Les actifs financiers, évalués au coût après amortissement, sont testés pour une perte de valeur potentielle, lorsque certains indicateurs sont présents. Les montants radiés, qui sont ainsi déterminés, sont reconnus dans l'état des résultats. Une perte de valeur, comptabilisée antérieurement, peut être inversée dans la mesure où une amélioration est présente, à condition qu'elle ne dépasse pas le montant de la perte de valeur qui avait été comptabilisée précédemment. Le montant de cette perte de valeur inversée est comptabilisé dans l'état des résultats dans la période au cours de laquelle il est déterminé.

1. CONVENTIONS COMPTABLES (Suite)

b) Instruments financiers (suite)

iii) Coûts de transactions

Les coûts de transaction sont comptabilisés dans l'état des produits et des charges de la période au cours de laquelle ils sont engagés, à l'exception des instruments financiers qui seront ultérieurement évalués au coût amorti. Les coûts de transaction associés à l'acquisition de placements à revenu fixe sont capitalisés et sont inclus dans le coût d'acquisition ou déduits du produit de la cession.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées au coût moins l'amortissement accumulé. L'amortissement est calculé annuellement sur la durée de vie estimée des immobilisations selon la méthode dégressive, comme suit:

Ordinateurs	30%
Équipement de bureau	20%

La Société a pour politique de radier, à sa juste valeur ou au coût de remplacement, une immobilisation lorsque les conditions indiquent qu'une immobilisation s'est détériorée. Ces conditions incluent le moment où l'immobilisation ne contribue plus à la capacité d'une organisation à fournir des biens et des services ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs ou du potentiel de service associé à l'immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette. Les réductions de valeur sont comptabilisées en charges dans l'état des résultats et ne sont pas renversées.

d) Constatation des produits

La Société applique la méthode du report pour comptabiliser les produits. Les apports affectés sont différés et comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges correspondantes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et si sa perception est raisonnablement assurée.

La Société tire des revenus de subventions gouvernementales et de revenus autonomes qui sont comptabilisés lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et si sa collecte est raisonnablement assurée.

Les contributions reçues au cours de la période en cours qui sont liées aux programmes et événements de la période subséquente sont reportées et comptabilisées en produits dans la période au cours de laquelle les programmes et événements sont fournis et les dépenses connexes sont engagées.

Les contributions affectées pour l'achat d'immobilisations corporelles qui seront amorties sont reportées et comptabilisées en produits sur la même base que celle utilisée pour calculer la charge d'amortissement liée à l'immobilisation corporelle acquise.

1. CONVENTIONS COMPTABLES (Suite)

e) Apports reçus sous forme de services et de matériaux

Les apports de services ne sont pas comptabilisés dans les états financiers en raison de la difficulté de déterminer leur juste valeur. Les apports de matériaux ne sont comptabilisés que lorsque leur juste valeur peut être raisonnablement estimé et lorsque le matériel est utilisé dans le cours normal des activités de et aurait été d'habitude acheté.

f) Utilisation d'estimés

La préparation d'états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses sur les événements futurs qui ont une incidence sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des résultats au début ou à la fin de la période en cours. La direction estime que les estimés utilisés sont raisonnables et prudents, cependant, les résultats réels pourraient différer de ces estimés. Les éléments d'importance qui utilisent des estimés sont la détermination de la durée de vie utile des immobilisations utilisées pour le calcul de l'amortissement, l'évaluation des débiteurs, l'évaluation de certains montants comptabilisés comme charges à payer, les revenus reportés et les apports affectés afférents aux immobilisations corporelles.

g) Ventilation des charges

La Société reconnaît les dépenses par leur nature et fournit l'information supplémentaire sur les dépenses dans les annexes des revenus et des dépenses pour le Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest, Emploi et développement social Canada, Economusée, Immigration, le Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest - Fond d'aide et de relance régional, Fond de développement économique francophone de l'ouest, du réseau de développement économique et employabilité et autres subventions et revenus. La distribution dans les annexes est basée sur les coûts directement attribuables à chaque fonction et programme.

2. RISQUES DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Société sont décrits à la note 1 (b). La Société est exposée à divers risques par le biais de ses instruments financiers et dispose d'une structure compréhensive de gestion des risques afin de surveiller, évaluer et gérer ces risques. L'analyse suivante fournit des informations sur l'exposition au risque et la concentration du risque de la Société. L'exposition au risque n'a pas changé par rapport à l'année précédente sauf comme indiqué ci-dessous en ce qui concerne le COVID-19.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie contractante à un instrument financier cause une perte financière à l'autre partie en ne s'acquittant pas de ses obligations. Les actifs financiers de la Société qui sont exposés au risque de crédit sont la trésorerie, le dépôt à terme et les débiteurs. Le risque associé à la trésorerie et le dépôt à terme est minimisé dans la mesure où ils sont placés auprès d'une institution financière canadienne reconnue. Le risque associé aux comptes débiteurs est minimisé car la plupart des comptes débiteurs proviennent de subventions provenant de divers organismes gouvernementaux. Aucune provision pour créances douteuses n'a été jugée nécessaire au 31 mars 2021, (2020 aucune provision). La direction de la Société a déterminé que la Société présentait un faible risque et il n'y a eu aucun changement à cette évaluation en raison de la pandémie de santé COVID-19.

2. RISQUES DES INSTRUMENTS FINANCIERS (Suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à respecter ses obligations liées aux passifs financiers. La Société est exposée à ce risque principalement à l'égard de ses créiteurs. La capacité de la Société à respecter ses obligations dépend des fonds reçus du gouvernement. La Société atténue le risque de liquidité en gérant son fonds de roulement et ses flux de trésorerie. La pandémie de santé COVID-19 pourrait avoir un impact sur le calendrier des entrées de fonds des organisations gouvernementales. La Société entretient des communications fréquentes avec ces organisations pour surveiller le risque de crédit et prend les mesures nécessaires pour atténuer les pertes de crédit potentielles.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque: le risque de change, le risque de taux d'intérêt et autres risque de prix. La Société est principalement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux de change. Par conséquent, certains actifs et passifs monétaires sont soumis aux fluctuations des taux de change. La société n'est pas exposée au risque de change.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de la variation des taux d'intérêt du marché. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son dépôt à terme et sa ligne de crédit (Note 4). La Société atténue le risque par ses activités normales d'exploitation et de financement.

Autre risque de prix

L'autre risque de prix est le risque que la valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des prix du marché (autres que celles résultant du risque de change ou du risque de taux d'intérêt), que ces variations soient causées par des facteurs spécifiques à l'instrument financier individuel ou ses émetteurs, ou des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. La direction est d'avis que la Société n'est pas exposée à aucun autre risque de prix important découlant de ses instruments financiers.

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

			2021	2020
	Coût	Amortissement Cumulé	Valeur Comptable nette	Valeur Comptable nette
Ordinateurs	\$ 166,838	\$ 154,254	\$ 12,584	\$ 9,851
Équipement de bureau	<u>38,078</u>	<u>37,208</u>	<u>870</u>	<u>1,088</u>
	<u>\$ 204,916</u>	<u>\$ 191,462</u>	<u>\$ 13,454</u>	<u>\$ 10,939</u>

4. POUVOIR D'EMPRUNT

La Société a une ligne de crédit de \$50,000 chez Vancouver City Credit Union ("Vancity"), garantie par une entente relative à la sécurité générale. L'intérêt est chargé au taux préférentiel de Vancity plus 2.25%. Au 31 mars 2021, la Société n'avait pas utilisé sa marge de crédit (2020 - \$Nil).

5. REVENUS REPORTÉS

	2021	2020
Solde au début de l'exercice	\$ 45,417	\$ 137,527
Contributions reçus durant l'exercice	1,631,404	1,655,414
Contributions comptabilisées en revenue durant l'exercice	<u>(1,644,738)</u>	<u>(1,747,524)</u>
Solde à la fin de l'exercice	<u>\$ 32,083</u>	<u>\$ 45,417</u>

Les revenus reportés se composent des éléments suivants:

	2021	2020
Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)	14,583	-
Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien via le Conseil économique et coopératif de la Saskatchewan	14,500	-
Activités et divers	3,000	-
Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien	<u>\$ -</u>	<u>\$ 45,417</u>
	<u>\$ 32,083</u>	<u>\$ 45,417</u>

6. APPORTS AFFECTÉS AFFÉRENTS AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les apports affectés afférents à l'immobilisation représentent des subventions affectées à l'acquisition d'ordinateurs. La variation dans le solde des apports affectés se résume comme suit.

	2021	2020
Solde au début de l'exercice	\$ 159	\$ 228
Amortissement des apports affectés	<u>(48)</u>	<u>(69)</u>
Solde à la fin de l'exercice	<u>\$ 111</u>	<u>\$ 159</u>

7. ENGAGEMENT CONTRACTUEL

La Société s'est engagée à louer de l'équipement de bureau à long terme. Les engagements contractuels pour les quatre prochaines années sont prévus comme suit:

Année d'échéance

2022	\$	3,240
2023		3,240
2024		3,240
2025		2,394

8. SALAIRES ET AVANTAGE SOCIAUX

Trois employés (2020 - quatre employés) ont gagné plus de \$75,000 au cours de l'année fiscale se terminant le 31 mars 2021 pour un total de \$321,867 (2020 - \$403,859).

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société est l'un des associés de la Maison de la Francophonie (la "Maison"), une société en commandite qui est propriétaire d'un édifice où la Société loue ses bureaux. La Société a payée le loyer à la Maison d'un montant de \$39,596 (2020 - \$38,900).

L'opération entre apparenté telle que décrite ci-dessus a été comptabilisée au coût actuel tel qu'établi par la Société et le parti apparenté.

10. DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

La Société dépend économiquement du Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canada et d'Emploi et développement social Canada pour ses fonds opérationnels. Le Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canada et Emploi et développement social Canada représentent respectivement 38% (2020 - 39%) et 32% (2020 - 34%) des revenus.

Les subventions reçues du Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canada et d'Emploi et développement social Canada ne peuvent être dépensées que sur des programmes approuvés par eux.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE ANNEXE A
ANNEXES DES REVENUS ET DES DÉPENSES
MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021

Page 15

Non-vérifié	2021	2020
REVENUS		
Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien	\$ 545,000	\$ 545,000
Amortissement des apports affectés	<u>48</u>	<u>69</u>
	<u>545,048</u>	<u>545,069</u>
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux	367,626	383,410
Honoraires	112,191	57,709
Loyer	16,510	27,502
Téléphone et internet	12,199	8,171
Frais de bureau et divers	11,280	13,482
Publicité, promotion et marketing	8,624	10,319
Entretien et réparation	4,286	4,733
Déplacements et rencontres	3,592	37,871
Assurance	1,588	1,875
Frais bancaires	644	650
Assemblée générale annuelle	226	1,206
Publications et impression	<u>132</u>	<u>183</u>
	<u>538,898</u>	<u>547,111</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	<u>\$ 6,150</u>	<u>\$ (2,042)</u>

**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE ANNEXE B
ANNEXES DES REVENUS ET DES DÉPENSES
EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021**

Page 16

Non-vérifié	2021	2020
REVENUS		
Emploi et développement social Canada	\$ 569,443	\$ 559,026
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux	392,619	377,453
Honoraires	114,353	82,656
Loyer	19,798	18,820
Frais de bureau et divers	10,796	14,533
Téléphone et internet	9,207	10,793
Publications et impression	6,611	557
Publicité, promotion et marketing	5,886	20,369
Entretien et réparation	3,116	4,450
Assurance	1,588	1,574
Déplacements et rencontres	1,577	27,594
Frais bancaires	629	465
Assemblée générale annuelle	88	138
	<u>566,268</u>	<u>559,402</u>
INSUFFISANCE DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	<u>\$ 3,175</u>	<u>\$ (376)</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE ANNEXE C
ANNEXES DES REVENUS ET DES DÉPENSES
ÉCONOMUSÉE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021

Page 17

Non-vérifié	2021	2020
REVENUS		
Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien	\$ 56,926	\$ 83,074
Programme des affaires francophone de la Colombie-Britannique	10,000	28,950
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du gouvernement du Québec (SAIC)	6,400	28,950
Activités et divers	-	14,500
	<u>73,326</u>	<u>155,474</u>
DÉPENSES		
Honoraires	41,845	56,460
Publicité, promotion et marketing	23,261	26,062
Frais de bureau et divers	2,673	10,875
Déplacements et rencontres	1,431	6,871
Téléphone et internet	519	512
Salaires et avantages sociaux	-	27,652
	<u>69,729</u>	<u>128,432</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	<u>\$ 3,597</u>	<u>\$ 27,042</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE ANNEXE D
ANNEXES DES REVENUS ET DES DÉPENSES
IMMIGRATION
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021

Page 18

Non-vérifié	2021	2020
REVENUS		
Immigration, réfugiés et citoyenneté Canada	\$ 230,372	\$ 112,338
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux	165,037	77,503
Honoraires	25,364	9,964
Loyer	8,040	1,260
Déplacements et rencontres	5,890	16,311
Publicité, promotion et marketing	4,073	1,336
Frais de bureau et divers	4,000	1,785
Téléphone et internet	1,767	1,079
Assurance	480	328
Frais bancaires	120	81
Entretien et réparation	120	45
	<u>214,891</u>	<u>109,692</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	<u>\$ 15,481</u>	<u>\$ 2,646</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE ANNEXE E
ANNEXES DES REVENUS ET DES DÉPENSES
MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN -
FOND D'AIDE ET DE RELANCE RÉGIONALE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021

Page 19

Non-vérifié	2021	2020
REVENUS		
Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien	\$ 75,000	\$ -
DÉPENSES		
Honoraires	34,914	-
Salaires et avantages sociaux	23,480	-
Publicité, promotion et marketing	13,498	-
Téléphone et internet	6,406	-
Frais de bureau et divers	<u>820</u>	<u>-</u>
	<u>79,118</u>	<u>-</u>
INSUFFISANCE DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	<u>\$ (4,118)</u>	<u>\$ -</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE ANNEXE F
ANNEXES DES REVENUS ET DES DÉPENSES
FOND DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE FRANCOPHONE DE L'OUEST
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021

Page 20

Non-vérifié	2021	2020
REVENUS		
Ministère de la diversification de l'économie de l'Ouest Canadien via le Conseil économique et coopératif de la Saskatchewan	\$ 135,500	\$ -
DÉPENSES		
Honoraires	36,600	-
Salaires et avantages sociaux	13,500	-
Publicité, promotion et marketing	697	-
Publications et impression	574	-
Frais de bureau et divers	192	-
	<u>51,563</u>	<u>-</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	<u>\$ 83,937</u>	<u>\$ -</u>

**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE ANNEXE G
ANNEXES DES REVENUS ET DES DÉPENSES
RÉSEAU DE DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOYABILITÉ - GARDERIE
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021**

Page 21

Non-vérifié	2021	2020
REVENUS		
Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)	\$ 91,652	\$ 20,000
DÉPENSES		
Honoraires	67,643	11,000
Salaires et avantages sociaux	12,317	-
Loyer	4,836	-
Téléphone et internet	1,880	-
	<u>86,676</u>	<u>11,000</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	<u>\$ 4,976</u>	<u>\$ 9,000</u>

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COLOMBIE BRITANNIQUE ANNEXE H
ANNEXES DES REVENUS ET DES DÉPENSES
AUTRES SUBVENTIONS ET REVENUS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2021

Page 22

Non-vérifié	2021	2020
REVENUS		
Collège Educacentre	\$ 26,494	\$ 2,188
Réseau de développement économique et employabilité (RDÉE Canada)	20,473	-
Activités et divers	13,765	11,276
Programme des affaires francophone de la Colombie-Britannique	4,355	-
Cotisations	<u>152</u>	<u>228</u>
	<u>65,239</u>	<u>13,692</u>
DÉPENSES		
Salaires et avantages sociaux	31,397	2,786
Honoraires	20,022	1,000
Amortissement	5,610	4,494
Publicité, promotion et marketing	1,587	110
Déplacements et rencontres	464	3,915
Frais bancaires et intérêts	150	-
Assemblée générale annuelle	-	508
Téléphone et internet	<u>-</u>	<u>75</u>
	<u>59,230</u>	<u>12,888</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE L'EXERCICE	<u>\$ 6,009</u>	<u>\$ 804</u>